

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance  
266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**  
**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

**Date de saisie 11/12/2025 21h07**

## Informations Créancier

**Civilité :** Mme  
**Nom / Dénomination :** BLESOVSKY  
**Prénom / Forme sociale :** Cassilouise  
**Adresse ligne 1 :** 22 Twynham Avenue  
**Code Postal :** BH231QU  
**Ville :** CHRISTCHURCH  
**Pays :** ROYAUME-UNI

## Informations Créance

**Numéro de créance :** 61  
**Date de déclaration :** 03/02/2025  
**Votre montant déclaré :** 24 000,00  
**Montant contesté :** 24 000,00  
**Montant proposé = votre montant déclaré - montant contesté :** 0,00

## Votre réponse

**Proposition acceptée :** NON  
**Votre demande d'admission :** 54 000,00  
**Votre motif :** Objet : Réponse à contestation de créance - Cassilouise BLESOVSKY - SAS API.VIDEO (SIREN 491 182 739) - Montant actualisé (54 000 €)  
Je me réfère à ma déclaration de créance enregistrée sous le n° 266 - SAS API.VIDEO, initialement déclarée pour un montant de 24 000 € (20 000 £) au titre de l'Amendment to Employment Contract for Financial Protection signé le 1er juillet 2024 (Document 4).  
Pour plus de clarté, pour les besoins de la présente déclaration de créance j'utilise un taux de change de 1 GBP = 1,2 EUR, et j'indique entre parenthèses le montant correspondant en livres sterling.  
Depuis cette déclaration du 3 février 2025, le Employment Tribunal de Londres a rendu, le 4 septembre 2025 (jugement adressé aux parties le 8 septembre 2025), une décision confirmant qu'en plus de l'indemnité de règlement de 20 000 £, j'ai également droit contractuellement à 25 000 £ au titre du préavis (Document 1, complété par l'avis d'intérêts au Document 2). À la lumière de ce jugement, je sollicite désormais que ma créance soit actualisée et admise pour 54 000 € (45 000 £) au lieu d'être limitée aux seuls 24 000 € (20 000 £) initiaux.  
Le portail indique que ma créance a été contestée sur la base d'observations du débiteur. À ce jour, je n'ai toujours pas reçu la lettre officielle de contestation, malgré plusieurs demandes de ma part. Afin de ne pas dépasser le délai de 30 jours indiqué sur le portail, je dépose donc la présente réponse dans le délai, sous toutes réserves, et me réserve le droit de la compléter lorsque je recevrai le courrier officiel.

1. Objet de la créance actualisée - somme contractuelle totale de 45 000 £ (54 000 €)  
Ma créance initiale dans la procédure française portait uniquement sur l'indemnité contractuelle de 20 000 £ prévue par l'Amendment to Employment Contract for Financial Protection - Cassi Blesovsky du 1er juillet 2024 (Document 4).  
Cet avenant prévoit qu'en cas d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité concernant API.VIDEO

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance  
266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**  
**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

et de cessation de son activité, une indemnité forfaitaire de 20 000 £ est immédiatement due. Il précise également qu'il s'agit d'une protection financière supplémentaire par rapport à mes autres droits contractuels (y compris le préavis) et qu'il ne remplace pas mon contrat de travail (Document 3).

Des procédures d'insolvabilité ont été ouvertes en France à l'encontre d'API.VIDEO, avec un redressement judiciaire le 10 décembre 2024 puis une liquidation judiciaire le 29 janvier 2025, après fixation de la cessation des paiements au 16 octobre 2024. Le montant initial de 24 000 € (20 000 £) reflétait cette indemnité contractuelle (Documents 5 et 6).

Toutefois, le Employment Tribunal a désormais confirmé que deux sommes contractuelles distinctes me sont dues :

25 000 £ au titre du préavis ; et

20 000 £ au titre de l'indemnité de règlement liée à l'insolvabilité (Document 1, corroboré par ma déposition au Document 7).

En conséquence, ma créance actualisée dans la procédure collective doit refléter la somme contractuelle totale de 45 000 £ (54 000 €), et non plus seulement les 20 000 £ / 24 000 € initialement déclarés.

2. Situation pendant la procédure si le préavis de trois mois avait été respecté

Mon contrat de travail (Document 3) prévoyait un préavis de trois mois. API.VIDEO m'a licenciée le 29 novembre 2024 sans respecter ce préavis.

Par jugement du 10 décembre 2024, le Tribunal de commerce de Bordeaux a ouvert le redressement judiciaire de la société API.VIDEO SAS et fixé la date de cessation des paiements au 16 octobre 2024, de sorte que la société était déjà en état d'insolvabilité au moment de mon licenciement le 29 novembre 2024.

Si le préavis contractuel avait été appliqué, mon contrat de travail se serait poursuivi jusqu'au 28 février 2025. Cette date est postérieure :

au jugement d'ouverture du redressement judiciaire le 10 décembre 2024 ; et

au jugement de conversion en liquidation judiciaire le 29 janvier 2025.

Autrement dit, si API.VIDEO avait respecté mon contrat, je serais restée salariée pendant toute la période clé de la procédure collective en France, avec le bénéfice intégral de mes droits contractuels, y compris l'indemnité de 20 000 £ prévue par l'avenant de protection financière (Document 4).

3. Décision du Employment Tribunal confirmant les deux dettes contractuelles

Mon contrat de travail prévoit expressément qu'il est régi par le droit de l'Angleterre et du Pays de Galles, mon lieu de travail étant Londres (Document 3). J'ai donc saisi le Employment Tribunal de Londres (référence 2201840/2025, C. Blesovsky v API.VIDEO SAS) d'une action pour violation du contrat.

Par jugement du 4 septembre 2025, adressé aux parties le 8 septembre 2025 (Document 1, complété par le Document 2), le Employment Tribunal a jugé notamment que :

Ma demande pour paiement du préavis de 25 000 £ était bien fondée, et mon licenciement immédiat n'était pas justifié par une faute grave ou une violation fondamentale de ma part ;

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance**

**266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**

**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

Ma demande relative à l'indemnité de 20 000 £ prévue par la clause de « financial protection » applicable à compter du 1er juillet 2024 était également bien fondée.

En raison d'un plafonnement légal de compétence (article 10 de l'Employment Tribunals Extension of Jurisdiction Order 1994), le tribunal n'a toutefois pu condamner qu'au paiement global de 25 000 £, bien qu'il ait jugé que ces deux sommes étaient contractuellement dues. Ce jugement signifie que la juridiction anglaise compétente en vertu de mon contrat a déjà décidé que :

je n'ai pas commis de faute grave ou de violation répudiatoire justifiant la perte de mes droits contractuels ; et

API.VIDEO est en manquement de son obligation contractuelle de me verser l'indemnité de 20 000 £ de protection financière ainsi que les 25 000 £ de préavis.

4. Lien entre les montants du jugement britannique et ma créance actualisée en France - sous-indemnisation

Le Employment Tribunal a donc reconnu deux sommes contractuelles distinctes en ma faveur : 25 000 £ au titre du préavis ; et

20 000 £ au titre de l'indemnité de règlement liée à l'insolvabilité (Document 1, lu avec le Document 7).

Ensemble, ces montants représentent 45 000 £ (54 000 €).

À l'inverse, ma déclaration de créance initiale dans la procédure française est limitée à 24 000 € (20 000 £), soit un montant inférieur à la moitié de la compensation contractuelle totale de 45 000 £ (54 000 €) reconnue par le Employment Tribunal. Je suis donc d'ores et déjà sous-indemnisée par rapport au montant complet de mes droits contractuels établis. Pour cette raison, il est pleinement justifié et proportionné qu'au minimum ma créance initiale de 24 000 € soit admise en totalité au passif de la procédure française, même si l'intégralité des 54 000 € ne devait pas être retenue.

Ma position principale demeure toutefois que, compte tenu des constatations du tribunal et des documents contractuels, la procédure collective française devrait reconnaître la somme contractuelle complète de 45 000 £ (54 000 €) au passif de l'entreprise.

5. Réponse à la contestation du débiteur (courriel du 18 novembre 2025)

Je comprends, au vu de vos échanges précédents, et en particulier d'un courriel du mandataire judiciaire en date du 18 novembre 2025 (Document 8), que la contestation du débiteur serait fondée sur l'argument selon lequel :

je suis une ancienne salariée basée au Royaume-Uni, licenciée avant l'ouverture de la procédure ;

je conteste mon licenciement ; et

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance  
266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**  
**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

l'indemnité de départ ou de règlement que je demande ne serait pas fondée.

Or cette position est désormais contredite par la décision du Employment Tribunal (Document 1), qui a jugé que :  
mon licenciement était contraire à mon contrat (wrongful dismissal) et ne pouvait pas entraîner la perte de mes droits contractuels ;

la clause prévoyant le versement de 20 000 £ en cas d'insolvabilité, ainsi que le droit au préavis de 25 000 £, sont contractuellement valables et ont été violés par API.VIDEO (Documents 1 et 7).

La contestation initiale du débiteur selon laquelle ma créance serait « non fondée » ne peut donc plus être maintenue à la lumière de ce jugement définitif de la juridiction désignée par mon contrat.

6. Demande au mandataire judiciaire et au juge-commissaire

Compte tenu :

de la clause contractuelle expresse m'accordant une indemnité de 20 000 £ en cas d'insolvabilité d'API.VIDEO (Document 4) ;

du fait que, si mon préavis de trois mois avait été respecté, j'aurais été salariée jusqu'au 28 février 2025, c'est-à-dire pendant toute la période clé du redressement judiciaire et de la liquidation judiciaire ; et

du jugement définitif du Employment Tribunal confirmant l'existence de la créance de 25 000 £ au titre du préavis et de la créance de 20 000 £ au titre de l'indemnité de règlement, ainsi que l'absence de faute répudiatoire de ma part (Documents 1, 2 et 7),

je sollicite respectueusement que :

Ma créance soit admise pour 54 000 € (45 000 £) au total, correspondant à 25 000 £ de préavis et 20 000 £ d'indemnité de règlement (au minimum à titre chirographaire) ; et

La mention « contestée » figurant sur le portail soit levée.

Pour éviter toute ambiguïté, si pour quelque raison que ce soit la juridiction française décidait de ne pas admettre l'intégralité de l'équivalent en euros des 45 000 £, je sollicite expressément qu'au minimum ma créance initialement déclarée de 24 000 € (20 000 £) soit admise en totalité, étant donné que ce montant est déjà sensiblement inférieur à la compensation contractuelle globale confirmée par le Employment Tribunal.

Je reste bien entendu à votre disposition pour tout complément d'information ou pour fournir des traductions certifiées si nécessaire, et me réserve le droit de compléter la présente réponse dès réception de la lettre de contestation officielle.

Liste des pièces jointes (Documents 1-8)

Document 1 - Jugement du Employment Tribunal dans l'affaire 2201840/2025 (C. Blesovsky v API.

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance**

**266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**

**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

VIDEO SAS), en date du 4 septembre 2025.

Document 2 - Ordonnance d'intérêts / ordonnance complémentaire et/ou lettre d'envoi du jugement par le Employment Tribunal.

Document 3 - Contrat de travail britannique d'origine (droit applicable : Angleterre et Pays de Galles, lieu de travail : Londres, préavis de trois mois).

Document 4 - Amendment to Employment Contract for Financial Protection - Cassi Blesovsky, daté du 1er juillet 2024 (clause de protection financière / indemnité de 20 000 £).

Document 5 - Lettre de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire exposant le fondement de la créance de 24 000 €.

Document 6 - Accusé de réception / relevé d'inscription de la créance par le mandataire ou sur le portail GemWeb, mentionnant le n° 266 et le montant de 24 000 €.

Document 7 - Particulars of Claim et Witness Statement déposés devant le Employment Tribunal (exposant les faits, le préavis de trois mois, la clause de 20 000 £ et le contexte d'insolvabilité).

Document 8 - Courriel du mandataire judiciaire en date du 18 novembre 2025 résumant la contestation du débiteur à l'égard de ma créance.

---

Subject: Response to dispute of claim - Cassilouise Blesovsky - SAS API.VIDEO (SIREN 491 182 739) - Updated amount (€54,000)

I write in relation to my creditor claim recorded under number 266 - SAS API.VIDEO, originally declared for €24,000 (£20,000) under my Amendment to Employment Contract for Financial Protection dated 1 July 2024 (Document 4).

For clarity, for the purposes of this insolvency claim I use an FX rate of 1 GBP = 1.2 EUR, and I indicate the corresponding GBP amount in brackets.

Since my original declaration of €24,000 (£20,000) on 3 February 2025, the Employment Tribunal in London has issued a judgment on 4 September 2025 (sent to the parties on 8 September 2025) confirming that, in addition to the £20,000 settlement payment, I am also contractually entitled to a further £25,000 by way of notice pay (Document 1, together with Document 2). In light of that judgment, I now respectfully ask that my claim be updated and admitted for €54,000 (£45,000) instead of being limited to €24,000 (£20,000) alone.

According to the online portal, my claim has been marked as "disputed" following comments by the debtor. I have still not received the formal contestation letter, despite repeated requests. In order not to miss the 30-day period shown on the portal, I therefore submit this response now, under all reserves, and I reserve the right to supplement it once I receive the official letter.

1. Basis of the updated claim - total contractual sum of £45,000 (€54,000)

My initial French claim concerned only the contractual "settlement payment" of £20,000 provided

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance  
266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**  
**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

for in my Amendment to Employment Contract for Financial Protection - Cassi Blesovsky dated 1 July 2024 (Document 4).

That amendment provides that, in the event of insolvency proceedings concerning API.VIDEO and cessation of its operations, the sum of £20,000 becomes immediately due as a settlement payment. It also states that this protection is additional to my other contractual rights (including notice pay) and does not replace my employment contract (Document 3).

Insolvency proceedings were opened in France against API.VIDEO, with redressement judiciaire on 10 December 2024 and subsequent liquidation judiciaire on 29 January 2025, following cessation of payments fixed at 16 October 2024. My original French claim of €24,000 (£20,000) reflected that settlement payment (Documents 5 and 6).

However, the English Employment Tribunal has now confirmed that both of the following contractual sums are due to me:  
£25,000 notice pay; and

£20,000 settlement payment under the "financial protection" clause (Document 1, supported by my witness statement at Document 7).

Accordingly, my updated insolvency claim should reflect the total contractual amount of £45,000, i.e. €54,000, not just the £20,000 / €24,000 originally declared.

**2. Position during insolvency if the 3-month notice had been honoured**

Under my employment contract (Document 3) I was entitled to three months' notice. API.VIDEO dismissed me on 29 November 2024 without notice.

By judgment of 10 December 2024 the Tribunal de commerce de Bordeaux opened redressement judiciaire for API.VIDEO SAS and fixed the cessation of payments at 16 October 2024, meaning the company was already insolvent at the time of my dismissal on 29 November 2024.

Had the contractual notice been respected, my employment would have continued for the full 3-month notice period, until 28 February 2025. That date falls after:  
the opening of redressement judiciaire on 10 December 2024; and

the conversion into liquidation judiciaire on 29 January 2025.

In other words, if API.VIDEO had complied with my contractual notice, I would still have been an employee throughout the key period of the French insolvency proceedings, with the full benefit of my contractual rights, including the £20,000 settlement payment provided for in the financial protection amendment (Document 4).

**3. English Employment Tribunal judgment confirming both contractual debts**

My contract of employment expressly provides that it is governed by the law of England and Wales, and my place of work was London (Document 3). I therefore brought proceedings for breach of contract before the Employment Tribunal in London (case 2201840/2025, C. Blesovsky v API.VIDEO SAS).

By judgment dated 4 September 2025, sent to the parties on 8 September 2025 (Document 1, with the interest order at Document 2), Employment Judge Moyler held that:

My complaint of breach of contract in relation to notice pay of £25,000 was well-founded, and my summary dismissal was not justified by any repudiatory breach or gross misconduct on my part.

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance**

**266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**

**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

My complaint of breach of contract in relation to the £20,000 settlement payment (the “financial protection” clause effective from 1 July 2024) was also well-founded.

However, because of a statutory jurisdictional cap (article 10 of the Employment Tribunals Extension of Jurisdiction Order 1994), the Tribunal could only order payment of £25,000 in total, even though it had upheld both contractual sums (notice pay and the £20,000 settlement payment).

The effect of this judgment is that the English court with jurisdiction under my contract has already determined that:

I did not commit any repudiatory breach or gross misconduct that would justify loss of my contractual rights; and

API.VIDEO is in breach of its contractual obligation to pay me the £20,000 financial-protection settlement in the event of insolvency, as well as the £25,000 notice pay.

4. Relationship between the Tribunal sums and my updated French claim – under-compensation  
The Employment Tribunal has therefore upheld two distinct contractual sums in my favour:  
£25,000 for notice pay; and

£20,000 for the settlement payment linked to insolvency (Document 1, read with Document 7).

Together, these represent a total of £45,000 (€54,000).

By contrast, my original French insolvency claim is limited to €24,000 (£20,000) – that is, less than half of the total contractual compensation of £45,000 (€54,000) that the Tribunal has recognised. I am therefore already under-compensated when compared with the full amount of my established contractual rights. For that reason, it is entirely justified and proportionate that my €24,000 claim in the French insolvency should in any event be admitted in full, even if the full €54,000 were not admitted.

Nonetheless, my primary position is that, in light of the Tribunal’s findings and the contractual documentation, the French insolvency should recognise the full contractual amount of £45,000 (€54,000) as a liability of the estate.

5. Answer to the debtor’s objection (email of 18 November 2025)

I understand from earlier correspondence, in particular an email from the liquidator dated 18 November 2025 (Document 8), that the debtor’s objection is essentially that:

I am a former UK-based employee, dismissed before the opening of the procedure;

I am “contesting” my dismissal; and

The severance or settlement amount I claim would allegedly be “unfounded”.

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance**

**266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**

**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

This position is no longer tenable in the light of the Employment Tribunal judgment (Document 1), which has definitively determined that:

My dismissal was wrongful and did not extinguish my contractual rights; and

The £20,000 insolvency-linked settlement payment, as well as the £25,000 notice pay, are valid contractual entitlements that API.VIDEO has failed to honour (Documents 1 and 7).

Accordingly, the earlier view that my claim is “not founded” has been overtaken by a final court judgment in the jurisdiction designated by my contract.

6. Request to the liquidator and juge-commissaire

In light of:

the express contractual clause granting me a £20,000 settlement payment in the event of API.VIDEO’s insolvency (Document 4);

the fact that, if my 3-month notice had been honoured, I would have remained employed until 28 February 2025, i.e. throughout the key stages of the French redressement judiciaire and liquidation judiciaire; and

the final Employment Tribunal judgment confirming the existence of both the £25,000 notice-pay claim and the £20,000 settlement payment, and rejecting any suggestion of repudiatory breach by me (Documents 1 and 2, together with my witness statement at Document 7),

I respectfully request that:

My claim be admitted for €54,000 (£45,000) in total, being £25,000 notice pay plus £20,000 settlement payment (at least as an unsecured contractual claim); and

The “disputed” status (“contestée”) on the portal be removed.

For the avoidance of doubt, if for any reason the French court decides not to admit the full euro equivalent of £45,000, I expressly request that my originally declared claim of €24,000 (corresponding to the £20,000 settlement payment) be admitted in full, given that this amount alone is already significantly lower than the total contractual compensation confirmed by the Employment Tribunal.

I remain at the liquidator’s disposal to provide any further information or translations required and, once I receive the formal contestation letter, I reserve the right to file a brief supplemental response if necessary.

English document list (Documents 1-8)

Document 1 – Employment Tribunal judgment in case 2201840/2025 (C. Blesovsky v API.VIDEO SAS), dated 4 September 2025.

Document 2 – Employment Tribunal interest order / additional order.

**Accusé de réception de réponse à contestation de  
créance  
266 - SAS API.VIDEO**

**266 - SAS API.VIDEO** 26 quai de bacalan 33300 BORDEAUX  
**Tribunal de Commerce de BORDEAUX - Liquidation Judiciaire - LJ**  
**Juge-Commissaire : Madame Nathalie CRESPOS N° Greffe : 2024J01670**

Ouv 10/12/2024

RJ=>LJ 02/02/2025

Cession 28/01/2025

---

Document 3 – Original UK Employment Contract (English law, London place of work, 3-month notice period).

Document 4 – Amendment to Employment Contract for Financial Protection – Cassi Blesovsky, dated 1 July 2024 (financial protection / £20,000 settlement clause).

Document 5 – Formal creditor claim letter sent to the French liquidator explaining the basis of the original €24,000 claim.

Document 6 – Acknowledgment of claim / registration extract from the liquidator or GemWeb portal showing claim no. 266 and the amount of €24,000.

Document 7 – Witness Statement filed in the UK Employment Tribunal (setting out the facts, the 3-month notice, the £20,000 clause and the insolvency context).

Document 8 – Email from the French liquidator dated 18 November 2025 summarising the debtor's objection to my claim.

## Justificatifs

9 pièces jointes :

Document\_1\_a\_Employment\_Tribunal\_judgment\_in\_case\_2201840\_2025\_C\_Blesovsky\_v\_API\_VIDE  
O\_SAS\_dated\_4\_September\_2025\_.pdf (278 KB)

- Document\_2\_a\_Employment\_Tribunal\_interest\_order.pdf (32 KB)
- Document\_3\_a\_Original\_UK\_Employment\_Contract.pdf (430 KB)
- Document\_4\_a\_Amendment\_to\_Employment\_Contract\_for\_Financial\_Protection.pdf (274 KB)
- Document\_5\_a\_FormaI\_creditor\_claim\_english\_.pdf (102 KB)

Document\_6\_a\_Acknowledgment\_of\_claim\_registration\_extract\_from\_the\_liquidator\_Claim\_AR\_266  
\_sas\_api\_video\_687135.pdf (66 KB)

- Document\_7\_a\_Witness\_Statement\_filed\_in\_the\_UK\_Employment\_Tribunal.pdf (310 KB)

Document\_8\_a\_Email\_from\_the\_French\_liquidator\_dated\_18\_November\_2025\_summarising\_the\_d  
ebtoras\_objection\_to\_my\_claim.pdf (190 KB)

Updated\_FormaI\_Letter\_Creditor\_Claim\_for\_Disputed\_Settlement\_Payment\_a\_API\_VIDEO\_SIREN\_4  
91\_182\_739\_1\_.pdf (362 KB)